

L'hostilité au gaz de schiste monte parmi les députés

par Julie CHAUVÉAU

Un débat sur les gaz et huiles de schiste était organisé hier soir à l'Assemblée Nationale. de plus en plus de députés UMP se déclarent hostiles à cette technique. Nathalie Kosciusko-Morizet s'est dite ouverte à de nouveaux amendements.

Les industriels du gaz de schiste risquent d'avoir beaucoup de mal à exploiter, et même explorer le sous-sol français. Le moratoire édicté par le gouvernement s'achève en principe en juin. Mais l'opposition à ces nouvelles techniques ne cesse de prendre de l'ampleur. Aux écologistes et aux socialistes, s'ajoutent désormais une bonne partie de la majorité présidentielle.

C'est ce qu'a montré le débat organisé ce mardi à l'Assemblée nationale sur le sujet. Ainsi Christian Jacob, le patron des députés UMP, souhaite-t-il un moratoire « ad vitam aeternam ». A ses yeux, le gel des forages n'est qu'une étape. « Je souhaite rappeler la vive hostilité des députés du groupe UMP à ces projets, et nous resterons vigilants », a-t-il martelé. José Bové n'aurait pas dit autre chose.

Refusant les arguments sur l'amélioration de l'indépendance énergétique de la France rendue possible par la découverte potentielle de gaz dans le sous sol de l'Hexagone, Christian Jacob a ajouté que, pour lui, « il s'agit de considérations d'ordre économique mais notre préoccupation est d'apprécier les conséquences sur l'environnement et sur la santé ». Un argument qu'il n'avait pas utilisé sur le dossier des OGM...

Le groupe de 80 parlementaires qui s'était constitué début mars pour montrer son opposition et sa vigilance est aujourd'hui monté à 100, a affirmé ce mardi un des orateurs. Quant à Jean-Louis Borloo, qui avait signé les permis d'exploration aujourd'hui dénoncés car ils n'ont pas donné lieu à débat public, il n'est pas monté hier à la tribune et n'a pas fait le moindre commentaire depuis qu'il est redevenu député.

Le gaz de schiste garde certes quelques défenseurs, comme le député UMP de l'Oise François-Michel Gonnot. Hier, celui-ci soutenu une technique qu'il considère comme utilisée depuis plus de 30 ans dans l'offshore pétrolier. Or François-Michel Gonnot préside en compagnie du député PS du Gers Philippe Martin la mission d'information sur le gaz de schiste, qui doit rendre son rapport en juin prochain. Une autre mission a été demandée à l'administration du ministère de l'Ecologie et du ministère des Finances.

Au total, cependant, l'association des foreurs et des métiers du pétrole, qui avait il y a quelques jours envoyé aux députés un courrier demandant à ce que le dossier soit instruit « à décharge autant qu'à charge », risque de rester sur sa faim.

L'émotion sur les bancs de l'Assemblée sera-t-elle suivie d'effets ? La ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko Morizet affiche le plus grand calme. « J'essaie d'avancer sereinement sur un sujet qui est un sujet de passion. L'émotion qui est aujourd'hui présente le mérite », a-t-elle lancé aux députés tout en se disant ouverte à ce que des amendements soient apportés au texte présenté au Conseil d'Etat. « Je crois que la suspension des travaux acceptée par les industriels doit nous permettre de travailler sereinement » a-t-elle ajouté. Réponse dans les semaines qui viennent dans les régions où ont été accordés les permis.